



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gynécologues

Question écrite n° 18212

Texte de la question

M. Georges Fenech appelle l'attention de Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur la pénurie de gynécologues médicaux. En effet, on recense 1 000 gynécologues pour 30 millions de femmes, une carence d'effectif qui, du fait des nombreux départs à la retraite, va s'accélérer pour atteindre moins de 120 gynécologues médicaux pour 30 millions de femmes à l'horizon 2020. Les gynécologues médicaux ont toujours occupé une place primordiale dans la prévention et le dépistage des cancers gynécologiques. C'est à eux que nous devons la chute spectaculaire des cancers du col de l'utérus dans notre pays. En vingt ans, la réalisation régulière du frottis a permis de diminuer de 50 % l'incidence de ce cancer, et de près de 60 % sa mortalité (6 600 cas nouveaux et 2 400 décès en 1975 ; 3 000 cas nouveaux et 1 000 décès aujourd'hui). Plus de 85 % des frottis sont réalisés par un gynécologue. Ils occupent aussi une place primordiale lorsqu'il s'agit d'information, de prévention, de contraception, de dépistage ou de traitements médicaux tels que celui de la ménopause. Le nombre de 20 postes de gynécologie médicale chaque année au *numerus clausus* n'est pas suffisant et c'est un véritable problème de santé publique auquel nous allons devoir faire face dans un futur proche. C'est pourquoi il souhaiterait connaître les intentions du Gouvernement dans ce domaine.

Texte de la réponse

Le Gouvernement attache une grande importance au maintien de la profession de gynécologie médicale. En effet, la santé des femmes est une priorité majeure. Les femmes sont attachées à avoir un gynécologue médical. Une enquête publiée en mars 2010 a d'ailleurs démontré que sur un échantillon de 3 000 femmes, 93 % des interrogées souhaitent être suivies par un gynécologue médical pour ses compétences et 60 % parce qu'elles lui font confiance. Plus de 60 % des femmes consultent une fois par an. Le gouvernement souhaite donc garantir aux Françaises la possibilité d'accéder à un gynécologue médical quand elles le souhaitent. Ainsi, plusieurs réponses ont été apportées concernant la situation démographique de la profession de gynécologue médical. La première mesure est de consolider le DES de gynécologie médicale en tant que spécialité médicale à part entière : le projet de décret qui visait à rendre automatique l'agrément pour la gynécologie médicale des services de gynécologie obstétrique a été retiré. Le nombre de postes offerts à l'issue des épreuves classantes nationales en gynécologie médicale a été porté de 122 entre 2010-2011 et 2014-2015 à 153 entre 2012-2013 et 2016-2017. Enfin, pour permettre une répartition plus équilibrée de ces professionnels, le Gouvernement s'est engagé sur la signature de 1 500 contrats d'engagements de service public d'ici 2017 : les bénéficiaires de ce contrat s'engagent à exercer leurs fonctions, à compter de la fin de leur formation, dans des lieux d'exercice spécifiques proposés dans des zones où la continuité des soins fait défaut pour une durée minimale équivalente à celle correspondant au versement de l'allocation (avec un engagement minimum de deux ans). Ce dispositif a été conçu dans le but de renforcer l'offre de soins de premier recours sur le territoire ; il offre donc la possibilité d'accompagner très tôt les étudiants en médecine qui souhaitent s'orienter vers la gynécologie médicale.

Données clés

Auteur : [M. Georges Fenech](#)

Circonscription : Rhône (11^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 18212

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : Affaires sociales et santé

Ministère attributaire : Affaires sociales et santé

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée au JO le : [12 février 2013](#), page 1419

Réponse publiée au JO le : [9 avril 2013](#), page 3797